

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 11/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PROMOTRAME**

Chemin du Moulin Benoit Prolongé  
76260 Longroy

Références : UDRD.2025.11.T.631  
Code AIOT : 0005800426

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement PROMOTRAME implanté Chemin Moulin Benoit Prolongé 76260 Longroy. L'inspection a été annoncée le 03/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a pour but de vérifier le respect des deux arrêtés de mise en demeure du 27 décembre 2022 et du 27 mars 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROMOTRAME
- Chemin Moulin Benoit Prolongé 76260 Longroy
- Code AIOT : 0005800426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PROMOTRAME est spécialisée dans la récupération des matériaux non ferreux présents dans les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) dont les cartes électroniques, et les câbles électriques. Le site est découpé en deux parties distinctes: la partie nord avec les activités de broyage et la partie sud avec une aire de stockage et de manutention.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/12/2022	AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1er	Demande d'action corrective, Amende, Astreinte	6 mois
2	Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/03/2025	AP de Mise en Demeure du 27/03/2025, article 1er	Astreinte, Demande d'action corrective, Amende	6 mois
3	Retombées atmosphériques autour des broyeurs de déchets métalliques	Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.2.8, 3.3 et 5	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Mise en demeure, déchets	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral du 04/09/2008 à exploiter une activité de récupération et de traitement de matières métalliques recyclables.

L'inspection a constaté que la gestion du site manque de rigueur, l'exploitant n'a toujours pas régularisé sa situation par rapport aux deux mises en demeure.

En particulier:

- à la mise en demeure du 27/12/2022 concernant le bassin de rétention et la mise en place du décanteur sur l'aire de stockage et de manutention ;
- à la mise en demeure du 27/03/2025 concernant la campagne de recherche des PFAS dans les rejets aqueux.

L'inspection propose les sanctions administratives suivantes à monsieur le préfet de la Seine-Maritime :

- une astreinte journalière de 110€/jour jusqu'à fourniture du bon de commande concernant la réalisation du bassin de rétention des eaux pluviales ou d'incendie
- une astreinte journalière de 200€/jour démarrant 2 mois après fourniture du bon de commande susvisé, jusqu'à mise en service du bassin de rétention.
- une astreinte journalière de 50€/jour jusqu'à fourniture du bon de commande concernant la réalisation des analyses des rejets de PFAS dans l'eau

- une amende administrative de 500 euros pour ne pas avoir respecté l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 27/12/2022 (bassin de rétention et décanteur), et une seconde amende administrative de 500 euros pour ne pas avoir respecté l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 27/03/2025 (analyse des PFAS).
- un arrêté de mise en demeure de respecter les prescriptions des articles 3.2.8, 3.3.1, 3.3.3.1 et 5 de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2008 relatives à la gestion des déchets et aux mesures concernant les impacts du plomb et autres métaux sur l'air et les sols.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/12/2022

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, pollution accidentelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>3.1.11.2.</b> eaux pluviales polluées, cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant justifie du dimensionnement (pentes, capacité, taux d'évaporation, réseau...) de la rétention des eaux d'une pluie décennale ou d'un incendie sur la dalle "aire de stockage et de manutention". Dans le cas où le système existant ne répondrait pas à ces objectifs, une proposition de système de collecte/traitement des eaux pour cette partie sera proposé, avec des délais de mise en œuvre.</p> <p>Le système existant ne répondant pas aux objectifs de la rétention des eaux de pluie ou d'incendie, l'exploitant a commencé des travaux pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- canaliser l'eau par un caniveau sur les flancs Sud et Ouest ;</li> <li>- installer un décanteur ;</li> <li>- installer un bassin de rétention (utilisable par pompage en cas d'incendie) de 189 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>L'exploitant indique une durée de réalisation de deux mois.</p> <p>L'aire de stockage et de manutention comprend deux dalles bétonnées distinctes l'une de 4 000 m<sup>2</sup> environ et l'autre d'environ 2 000 m<sup>2</sup>, actuellement sans dispositif de traitement des eaux. Le volume de 189 m<sup>3</sup> envisagé pour le bassin apparaît suffisant pour gérer les eaux provenant d'une surface de 4 100 m<sup>2</sup> (calculs fournis par l'exploitant), mais n'est pas suffisant pour gérer en plus les eaux provenant de la deuxième aire en béton (2 000 m<sup>2</sup> environ).</p> <p>Demande n° 1 : l'exploitant stockera uniquement sur la dalle bétonnée de 4 000 m<sup>2</sup> prise en compte dans la note de calcul de la rétention. Les eaux provenant de la deuxième partie imperméabilisée (2 000 m<sup>2</sup>) doivent être dirigées ailleurs que dans le bassin de 189 m<sup>3</sup> prévu, sauf si celui-ci est redimensionné. A titre de mesure conservatoire, l'exploitant veillera à ne stocker sur la dalle de 2 000 m<sup>2</sup> que des bennes vides comme indiqué le jour de la visite, et évacuera tous les déchets stockés hors dalles étanches. Ces points feront l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite.</p> <p>La prescription 3.1.11.2 est respectée pour ce qui concerne les 4 100 m<sup>2</sup> faisant l'objet de travaux de raccordement à un bassin de rétention avant rejet dans le cours d'eau voisin.</p> <p>La mise en demeure sur ce point n'est pas levée tant que la gestion des eaux sur la zone de 2 000 m<sup>2</sup> n'est pas régularisée.</p>

**Constats :**

Le jour de la visite, les inspectrices ont constaté que l'exploitant continue de stocker des déchets sur la dalle de 2000 m<sup>2</sup> alors qu'il devait évacuer les déchets stockés sur cette dalle et ne stocker que des bennes vides. De plus, le jour de la visite, les déchets étaient toujours présents sur la zone non étanche, et de nouveaux déchets étaient arrivés (environ 60 fûts ayant contenu des déchets dangereux), alors que les eaux pluviales ne sont pas gérées ni par le bassin de rétention, ni par le système de traitement, cette partie du point 3.1.11.2 n'est toujours pas respectée.

Selon l'exploitant, les travaux concernant le bassin de rétention ainsi que le décanteur étaient en cours de réalisation et ils auraient dû être en fonctionnement pour juin 2023. Or le jour de la visite n'est mis en place que le caniveau, les travaux n'ayant pas été réalisés dans leur globalité, le point 3.1.11.2 n'est toujours pas respecté.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°1** : Un bon de commande pour les travaux du bassin de rétention, et la réalisation de ces travaux sont attendus dans les meilleurs délais. À cet effet, la société PROMOTAME, est rendue redevable de 2 astreintes administratives dont les montants journaliers sont mentionnés ci-dessous :

- 110 euros par jour jusqu'à la fourniture d'un bon de commande pour la réalisation et la mise en service d'un bassin de rétention des eaux pluviales ou d'incendie collectées sur une surface de 4 100 m<sup>2</sup> située au nord de l'aire de stockage et de manutention;

- 200 euros par jour à compter de 2 mois après la fourniture du bon de commande visé au point ci-dessus, jusqu'à mise en service effective du bassin de rétention des eaux pluviales ou d'incendie

Considérant que l'exploitant n'a pas déféré dans le temps imparti à la mise en demeure dont il a fait l'objet, conformément à l'article L.171-8-II-4° du code de l'environnement, il est proposé une amende administrative d'un montant de 500 €, pour le non-respect de l'article 1 de l'AP de mise en demeure du 27/12/2022.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Amende, Astreinte

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 : Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/03/2025**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/03/2025, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société PROMOTRAME à LONGROY, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation des activités de récupération et de traitement de matières métalliques recyclables, <b>dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté</b> , les prescriptions de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 reprises ci-après :  <i>« L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. ».</i>
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir commencé la campagne de recherche des PFAS, comme demandé dans l'arrêté de mise en demeure du 27/03/2025. Le montant d'une campagne d'analyse sur 3 mois est d'environ 4500 € soit un coût moyen de 50 € par jour.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Demande n°2:</b> Un bon de commande pour l'analyse des PFAS est attendu. À cet effet, la société PROMOTAME, est rendue redevable d'une astreinte administrative de 50 euros par jour jusqu'à la fourniture d'un bon de commande visant à la réalisation d'une campagne de mesure des PFAS dans les rejets en eau du site ;  Considérant que l'exploitant n'a pas déferé dans le temps imparti à la mise en demeure dont il a fait l'objet, conformément à l'article L.171-8-II-4° du code de l'environnement, il est proposé une amende administrative d'un montant de 500 €, pour le non respect de l'article 1 de l'AP de mise en demeure du 27/03/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte, Demande d'action corrective, Amende
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 3 : Retombées atmosphériques autour des broyeurs de déchets métalliques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.2.8, 3.3 et 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures des retombées, impact lié aux émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  3.3 - Recyclage et élimination des déchets 3.3.1 Prévention L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour limiter la production de déchets, sous produits et résidus de fabrication, tant en quantité qu'en toxicité, et pour assurer une bonne gestion des déchets ... 3.2.8 - mesures des retombées

L'inspection des Installations Classées peut demander, si elle le juge nécessaire, que des mesures des retombées de poussières soient effectuées au moyen d'appareils ...

5 - Évaluation des risques sanitaires : impact lié aux émissions de plomb à l'atmosphère

#### 5.1 objet

L'exploitant est tenu de faire réaliser un diagnostic de l'état des sols au regard d'une contamination au plomb qui serait susceptible de poser un problème sanitaire. Les analyses de sol effectuées en l'an 2000 pourront être réutilisées et complétées. Par ailleurs, des analyses supplémentaires d'éléments métalliques seront menées aux endroits où les dépôts les plus importants en plomb auront été constatés. Les éléments recherchés seront : mercure, cadmium, cuivre, aluminium, fer et béryllium.

Ces prescriptions s'appliquent au site ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance du site.

#### 5.3 plan d'échantillonnage

L'exploitant établira ensuite un plan d'échantillonnage comprenant l'implantation des sondages et les profondeurs de prélèvements. Ce plan sera soumis à l'avis de l'inspection des ICPE et comportera un minimum de 15 échantillons.[...]

#### 5.6 Échéancier

les échéances suivantes devront être respectées à compter de la date de notification du présent arrêté :

- description de l'environnement du site et plan d'échantillonnage : 4 mois
- résultats des investigations et commentaires : 6 mois

#### Constats :

L'exploitant reçoit les câbles complets qu'il passe dans une machine, le câble est découpé, la gaine (enveloppe du câble) métallique (majoritairement du plomb), parfois plastifiée (PVD ou PEHD) est alors retirée puis les fils de cuivre enveloppés de papier sont broyés et triés dans un procédé qui permet de récupérer le cuivre et de le transformer en fines paillettes.

Les déchets issus du process autres que le cuivre pur (gaine plomb ou aluminium parfois plastifiée, débris de papier mélangé à des fines de cuivre), ainsi que d'autres déchets divers sans rapport avec le process (fûts, ferraille...) sont stockés sur l'aire de stockage et de manutention, dont le dispositif de gestion des eaux pluviales n'est pas encore aménagé.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas envoyé à l'inspection la description de l'environnement du site, ni le plan d'échantillonnage, aucune investigation n'a été faite sur les mesures de retombées de poussières, notamment sur les impacts liés aux émissions de plomb dans l'atmosphère, et aux impacts sur les sols et du site et des terrains extérieurs.

**L'inspection propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles 3.2.8, 3.3.1, 3.3.3.1 et 5 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2008 :**

- sous 3 mois, en évacuant de l'aire de stockage et de manutention tous les déchets qui ne sont pas en rapport avec l'activité du site (fûts, gravats, ferrailles...)
- sous 6 mois, en évacuant l'essentiel des déchets en lien avec l'activité de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques, notamment les gaines, le papier, la grenaille, les pelures plomb, les câbles. L'exploitant proposera sous 2 mois pour validation à l'inspection des installations classées un plan d'évacuation indiquant les tonnages prévus d'être évacués et les

tonnages qui resteront sur site.

- en réalisant sous 6 mois un diagnostic de l'état des sols, et fait évaluer ses impacts en particulier ceux liés aux émissions de plomb, mercure, cadmium, cuivre, aluminium, fer, et béryllium sur l'environnement et la santé humaine. Des mesures de ses polluants sont réalisées dans les sols du site et des terrains extérieurs susceptibles d'être impactés. L'exploitant est informé que la surveillance atmosphérique autour des broyeurs de déchets métalliques fera l'objet d'une action spécifique de l'inspection des installations classées en 2026. À ce titre, l'exploitant est invité, en prévision de cette action, à définir une stratégie de surveillance plus large :

1- qui visera les trois matrices environnementales suivantes qui devront faire l'objet de prélèvements et d'analyses :

- **les dépôts atmosphériques** : au moins 8 semaines de prélèvements, réparties en deux campagnes d'un mois ;
- **les sols** : une campagne de prélèvements, concomitante avec l'une des périodes de prélèvement des dépôts atmosphériques ;
- **les végétaux** (herbes, mousses au sol, éventuellement légumes ou fruits si présents sur un emplacement jugé pertinent) : une campagne de prélèvements, concomitante avec la période de prélèvement des sols.

2- et qui précisera notamment :

- le périmètre retenu pour la zone d'étude,
- la liste des documents d'appui (réglementation, carte...),
- la nature des milieux et le contexte local, notamment la localisation des zones ou lieux présentant un enjeu sanitaire,
- la description du site avec la localisation des zones d'émission identifiées,
- **les polluants suivis, qui devront inclure les poussières, le plomb, les polychlorobiphényles de type dioxine (PCB-dl), les polychlorobiphényles indicateurs (PCBi), les dioxines et furanes (PCDD/F).**
- le choix des méthodes de prélèvements et d'analyse,
- le choix des périodes de prélèvements,
- l'historique des conditions météorologiques en lien avec la topographie du site,
- le choix de la localisation des stations de mesure et points de prélèvements, ainsi que leur nombre. Un minimum de quatre points de prélèvement, dont trois points impactés par les retombées de l'installation et un point témoin en dehors de la zone d'influence de l'installation (et non sous la zone d'influence d'une autre installation émettrice de ces polluants), seront définis.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :****Demande n° 3:**

En complément des demandes formulées dans la mise en demeure, l'exploitant doit transmettre sa stratégie de surveillance des retombées atmosphériques, sols et végétaux à l'inspection avant le 1er juillet 2026. Les polluants suivis devront inclure les poussières, le plomb, les polychlorobiphényles de type dioxine (PCB-dl), les polychlorobiphényles indicateurs (PCBi), les dioxines et furanes (PCDD/F).

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Mise en demeure, déchets**Proposition de délais :** 6 mois